



08- juillet 2023

# Dans le pays malouin, contre la contre-réforme des retraites, retour sur un puissant mouvement social

Le mouvement social que nous avons vécu en ce premier semestre 2023 aura été, sans doute plus encore qu'en 2010 et 2019, **une véritable et exceptionnelle « levée en masse » du salariat et des retraités**, tant par sa durée (de janvier à juin) que par son extension dans l'espace. Car celle-ci a concerné aussi bien les agglomérations importantes comme Saint-Malo (même sans traditions récentes de fortes mobilisations populaires), que les territoires « rurbains » tel Combourg, y compris ceux fortement influencés par l'extrême-droite tel le canton de Dol (Le Pen + Zemmour= 32% à la présidentielle 2022 !).

Ce mouvement massif s'est catalysé certes sur la question du recul de l'âge légal de départ à la retraite à **64 ans** et

l'accélération de la durée de cotisation à **43 annuités** pour avoir une pension complète, mais s'est aussi nourri de la colère que provoquent **l'aggravation des inégalités sociales, le renchérissement des produits de première nécessité et le coût d'approvisionnement en énergie. Le mode antidémocratique du parcours législatif** du projet gouvernemental (44.1, 49.3, décisions du Conseil Constitutionnel, promulgation précipitée de la loi, empêchement de tout vote à l'Assemblée Nationale ...) ainsi que l'**option répression féroce des manifestations et rassemblements** ont fait le reste pour coaguler le ressentiment et la détermination de milliers de travailleur.ses, retraité.es et jeunes contre ce texte et ce pouvoir scélérat, lesquels sont encore bien palpables au moment où nous écrivons.

Revenons d'abord, de manière factuelle - mais sans doute non exhaustive -, sur ce **mouvement d'une puissance inédite depuis près de 30 ans, qui a marqué notre région, notamment par son caractère unitaire et par pas moins de 21 initiatives de mobilisations et d'actions.**

**COMBOURG**  
JEUDI 19 JANVIER 18H30  
(PARVIS DU LYCÉE)

**MANIFESTATION**  
CONTRE LA REFORME  
DES RETRAITES

Retraite aux flambeaux:  
Apportez vos lampes de poche,  
flambeaux, fumigènes pour une  
manifestation lumineuse !



Dès la première journée de grèves et de manifestations, le **19 janvier**, les militant.es syndicaux et/ou politiques qui ont un peu de recul et d'expérience, perçoivent bien que l'appel à la **mobilisation « prend »** : près de 3000 personnes dans les rues de Saint-Malo et une première manif aux flambeaux, historique!, de 300 personnes à Combourg.

Ca se confirme le **31 janvier** où l'on atteint les 3200 à Saint-Malo et les 800 à Combourg !

Le mardi **7 février**, la mobilisation marque un peu le pas mais c'est pour mieux rebondir le **samedi 11** à Dol (600 personnes) et à Saint-Malo (4000, avec une chaine humaine sur le Sillon).



19 janvier—Saint-Malo



7 mars—Combourg

Le **16 février**, vacances scolaires obligent, la mobilisation se met en pause...pour se relancer à fond dans la semaine du 7 mars.

Le **7 mars**, en effet, « **on met la France à l'arrêt** » et on retrouve 4000 manifestant.es à Saint Malo avec **un premier blocage au rond-point de l'Aquarium** (shuntant le parcours de l'intersyndicale) et 1200 à Combourg !

Et, on se revoit le lendemain **8 mars**, à la médiathèque où **le mouvement des retraites rejoint celui en faveur des droits des femmes**. Parallèlement, les dockers bloquent le port les **7 et 8 mars**, tandis que les électriciens, entourés de plusieurs centaines de militant.es, lèvent les ponts du barrage de la Rance le **9 mars**. Et la semaine intense de mobilisation se termine **samedi 11 mars** par des



8 mars—Saint-Malo

manifs historiques à Dinard et à Dol et un blocage-filtrage sur les ronds-points d'entrée de Saint-Malo...

Puis, le mouvement cale son rythme sur la « **séquence parlementaire** » avec manifs le **15 mars** et le **16 mars**, date à laquelle la Première ministre déclenche le fameux article **49.3**, avec un rassemblement devant la permanence du député Bourgeaux. Le **20 mars**, jour de la motion de censure, c'est une opération-escargot qui relie le barrage de la Rance à la sous-préfecture de Saint-Malo tandis que les électriciens décident de **mettre à l'arrêt l'usine marémotrice**.

Dopée par les **options antidémocratiques et répressives prises par le gouvernement**, le mouvement se relance le **23 mars** avec une nouvelle journée de manifs et de blocages (à l'entrée de Saint-Malo).

Idem le **28 mars** puis le **6 avril** avec en plus un **blocage de la 4 voies à Hédé** par les militant.es ouvrier.es et paysan.es du secteur de la Bretagne Romantique.



9 mars—barrage de la Rance



30 avril—Saint-Malo

La veille de la décision du Conseil Constitutionnel validant la loi « *considérée comme adoptée* » après l'usage du 49.3 et l'échec de la motion de censure, le **13 avril**, nouvelle journée de mobilisation, puis casseroles devant la mairie de Saint-Malo le **17 avril** pour protester contre la promulgation de la loi dans la nuit du 14 au 15 avril.

Avec l'espoir de la validation de la seconde procédure de référendum d'initiative partagée (RIP), l'intersyndicale appelle à un **1<sup>er</sup> mai** massif : et les manifs du 1<sup>er</sup> mai, à Saint-Malo (3500 personnes avec **chaîne humaine sur les**

**remparts**) comme à Combourg (600 personnes) sont effectivement massives, anticipées à Saint-Malo par une **retraite aux flambeaux (30 avril)** et suivies de **rencontre-débat ou de moment convivial** (Combourg).

Après le rejet de la seconde mouture du RIP, l'intersyndicale convoque à une **14<sup>ème</sup> journée** de mobilisation le **6 juin**, soit deux jours avant le débat à l'Assemblée sur la proposition de loi portant abrogation de la loi promulguée le 15 avril.

Mais les militant.es n'ont pas tourné la page et maintiennent la pression et les casseroles d'accueil

## sur quelques aspects du mouvement social

Dans notre région aussi, c'est donc **une masse importante de travailleur.es, de retraité.es, de jeunes s'est mise en mouvement**, souvent pour la première fois, mais à de multiples reprises, avec des formes d'expression et de participation diverses (grèves déclenchées collectivement ou à tour de rôle, débrayage d'une heure, manifestations de rue, retraites aux flambeaux, en compagnie de collègues de travail, d'ami.es, d'enfants..., blocage 4 voies, blocages de voies SNCF, rassemblements, casseroles....).

Certains secteurs professionnels se sont singularisés par leur combativité et par leur engagement dans la grève, parfois reconductible : c'est le cas des électriciens du barrage de la Rance, des cheminots, des dockers, des enseignants...

On pourra regretter que le mouvement gréviste aura été insuffisant pour bloquer les secteurs déterminants de l'économie. Il



7 mars—cortèges des électriciens

« **LA BOUSSOLE** » est la feuille de débat du comité du pays malouin du **NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**

Adresse mail: [npsaintmalo@gmail.com](mailto:npsaintmalo@gmail.com);  
Page Facebook: <http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>

est cependant indiscutable que ces derniers mois ont été marqués par une re-mobilisation des esprits voire une radicalisation sur les thèmes de contestation sociale et les questions de démocratie institutionnelle et politique. Autrement dit, nous avons assisté (et participé) à **un réveil de la confiance dans l'action collective et plus généralement de la conscience de classe.**

Comme au plan national, le mouvement a été fortement marqué par la solidité de l'unité syndicale, concrétisée par **le rôle majeur joué depuis janvier par l'intersyndicale.** On peut raisonnablement espérer que cette polarisation autour du mouvement syndical débouche sur un renforcement des organisations professionnelles et peut être sur des regroupements.

Du point de vue politique et en dépit des stratégies syndicales visant à garder formellement des distances avec les partis, on observera que **l'ensemble de la gauche (partis et associations) est apparu clairement en soutien et en phase avec le mouvement populaire,** par opposition aux autres forces politiques et spécialement la droite et l'extrême-droite, totalement inertes par rapport à la mobilisation



7 mars—l'intersyndicale



4 mars—meeting NUPES, UDB, NPA

massive. On notera ainsi le succès du meeting unitaire du 4 mars à Saint-Malo associant les partis de la Nupes, l'UDB et le NPA. On notera enfin la présence systématique dans les cortèges des partis politiques de gauche et un regain de leur activité propagandiste (\*).

On mentionnera qu'en marge du mouvement de masse se sont tenues à Saint-Malo deux initiatives politiques : la pre-

mière, le 4 mars pour protester contre le projet de loi asile et immigration de Darmanin et le 30 mars devant la sous-préfecture pour protester contre les violences policières et notamment celles ayant eu lieu quelques jours avant à Sainte-Soline.

Enfin, les rassemblements et manifestations se sont déroulés sans heurts avec la police ni dégradations, à part l'échauffourée qui s'est produite au lycée Maupertuis et les amendes qui ont été infligées à certains militants de Combourg lors du blocage de la 4 voies Saint-Malo-Rennes, près d'Hédé.



30 mars—rass. contre les violences policières à Sainte-Soline



7 février—cortège des enseignants

En revanche, les manifestations malouines ont connu un regain d'animation par rapport aux habitudes antérieures, à mettre à l'actif notamment du dynamisme des « gars du barrage », des slogans et chansons des « enseignants en colère » et des prestations de la chorale *la rue kichante*. Quant aux militants de Combourg, on doit saluer la qualité de leur organisation et de leur animation, dans un secteur qui n'avait, avant le 19 janvier, aucune tradition récente en la matière.

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin et/ou recevoir notre bulletin Rouge Émeraude: [npsaintmalo@gmail.com](mailto:npsaintmalo@gmail.com)

(\* ) à titre d'exemple, le NPA a publié pendant cette période 11 numéros de son bulletin Rouge Émeraude et rédigé et diffusé localement 15 tracts.

# Quelques éléments de bilan

Pour autant, force est de constater que **le mouvement n'a pas réussi ni à faire reculer le pouvoir, ni à le « débrancher »** de ses soutiens politiques et du grand patronat.

Dès lors, il est **nécessaire et sûrement utile de s'interroger sur le pourquoi de cette situation**. On ne conclura pas ici cette question importante. On se contentera de poser quelques pistes de réflexion et de débat :

**1. L'intersyndicale** (nationale et locale) n'a-t-elle pas, à certains moments, manqué d'audace ? N'aurait-elle pas pu/du durcir le ton en se saisissant des « opportunités », lorsque le gouvernement était en grande difficulté (16 mars - déclenchement du 49.3 ; 20 mars, échec à 9 voix près de la motion de censure ; 5 avril - fiasco de la rencontre de l'intersyndicale avec E. Borne ; 14 avril - validation de l'essentiel de la loi par le Conseil Constitutionnel) ? Sa stratégie de journées d'action « saute-mouton » et plus précisément ses réserves constantes à avancer l'idée même de la **grève générale** n'était-t-elle pas en retrait par rapport à la puissance et aux potentialités du mouvement ?

**2.** Pourquoi n'avons-nous pas assisté à **l'extension des grèves et de la reconduction des arrêts de travail après le 7 mars**, notamment dans les secteurs productifs ? Est-ce la conséquence de la désindustrialisation du pays et de la région et du démantèlement de certains grands services publics - EDF, France Télécom... - depuis 20 ans ? de l'affaiblissement global de l'implantation et du maillage syndical après la casse du code du travail (loi El Khoméri) ? Est-ce lié à l'individualisation des statuts (auto-entrepreneuriat, ubérisation,...) à l'évolution de l'organisation du travail (télé-travail, annualisation...) et du management des entreprises ?

**POUR GAGNER,  
sur les RETRAITES,  
sur les SALAIRES,  
sur les LIBERTES...**

avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE



**GREVE GENERALE!**

**Vous l'avez sans doute aperçu dans les défilés malouins, Jérôme, vidéaste indépendant, a documenté le mouvement local contre la réforme des retraites. N'hésitez pas à aller voir ses vidéos sur**

<http://youtube.com/@SOKIALMEDIA>

**3.** Pourquoi a-t-on peu vu (comme en 1995) la mise en place de **structures d'auto-organisation des salarié.es dans les grèves** (assemblée générale de boîte, comité de grève, réunion interprofessionnelle de grévistes, centralisation locale et nationale...), permettant **l'implication des non (ou des plus) syndiqué.es** dans le mouvement ? La large, permanente et consensuelle unité syndicale n'a-t-elle pas paradoxalement limité l'éclosion d'organes d'auto-organisation ? Localement, les tentatives de mettre sur pied des assemblées générales interprofessionnelles actives et opérationnelles (notamment en vue de constituer des caisses de grève permettant d'assurer la solidarité financière en faveur des grévistes) ont été peu concluantes.

**4.** l'implication tardive de **la jeunesse** (et encore, pas partout, en particulier ici) dans le mouvement a-t-elle pesé en empêchant de donner du souffle à la mobilisation ? Mais était-ce vraiment évitable s'agissant d'une lutte concernant initialement la fin de carrière professionnelle ?

**5.** L'absence d'**évolution de la plateforme revendicative de l'intersyndicale**, circonscrite à la question des retraites, a-t-elle pesé négativement alors que l'entrée dans la lutte de « primo-manifestant.es » est aussi liée, par exemple à la question des salaires, du pouvoir de vivre, des libertés démocratiques.

**6.** Plus généralement, et même si le renforcement de la conscience de classe et des organisations ouvrières semble être un acquis du mouvement, on peut s'interroger sur son **impact politique à moyen terme**. Du fait de l'absence d'une force politique crédible se positionnant de manière claire en faveur d'une transformation radicale de la société, n'y-a-t-il pas un risque que l'extrême-droite polarise et récupère au final la détestation générale de Macron et du système économique et institutionnel qui s'est exprimée pendant ces 5 mois de mobilisation avec son prolongement provoqué par le meurtre de Nahel et la crise qui a suivi ?



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
PAYS MALOUIN

Après le mouvement des gilets jaunes, les mois de luttes syndicales fortes, les manifs des soulèvements et des écologistes, l'enjeu des mois à venir n'est-il pas, pour la gauche radicale, de travailler ensemble à la convergence des luttes...

Voilà une série de questions qui méritent d'être débattues.

Le 1<sup>er</sup> mai, certaines d'entre elles ont commencé à l'être. Il faut poursuivre.

La création du **comité des luttes** est un des cadres dans lequel les échanges doivent continuer.

**Participation aux frais d'édition sur support papier: 0,50€**

**avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE**

Imprimé sur support papier par nos soins;  
Supplément à Rouge Émeraude n°123—ISSN 2969-9924  
directeur de la publication et responsable de la rédaction:  
Daniel BOUFFORT